Des parlementaires contre la contribution pour financer les élections de 2020

RFI, 19-01-2018 Burundi : politique autour d'un impôt pour financer les élections Au Burundi, un impôt pour financer l'élection de 2020 fait grincer des dents. Il s'agit d'une contribution dite volontaire imposée à partir de ce mois-gouvernement. Cette taxe servira à financer à 100% les prochaines élections, après la suspension du financement par les bailleurs de fonds internationaux.

Selon l'ordonnance ministérielle, un paysan doit contribuer à hauteur de 2 000 francs burundais, soit 95 centimes d'un étudiant la moitié. Quant aux fonctionnaires, ils seront prélevés à la source d'une somme variable selon leur rang. Un impôt injuste selon le député Pierre-Celestin Ndikumana. Pierre Celestin Ndikumana est président d'un groupe parlementaire - composé de 25 députés sur les 121 que compte le parlement - qui s'oppose à cette taxe. Pour lui, il s'agit d'un véritable impôt qui ne dit pas son nom, et qui est totalement injuste et illégal. « Nous sommes justement contre caractéristique obligatoire de cette contribution. » Pierre Celestin Ndikumana, président d'un groupe parlementaire Ecou sur RFI

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});